

NON à la dictature!

(Suite de la première page)

C'est le prix qu'il faut payer, hélas, pour toute la politique suivie par les directions des grandes organisations ouvrières depuis la Libération, et plus particulièrement depuis les élections du 2 janvier 1956.

Inutile de s'étendre sur la direction du P. S. Les Mollet, Lacoste, Lejeune glisseront aussi bas que l'exigeront De Gaulle, Soustelle, Salan, etc. Le seul point positif dans ces derniers jours, c'est la rupture de la minorité, la création d'un nouveau Parti socialiste, en réalité la réapparition d'un véritable parti social-démocrate que, toutefois, la marche des événements obligera à gauchir sa politique et dont l'existence aura des répercussions profondes sur le mouvement ouvrier français.

Dans le P.C.F., bien qu'il y ait eu au cours des dernières années des oppositions comme on n'en avait pas vu depuis plus de vingt ans, on a la même direction, avec sa même politique perpétuellement à la recherche de bourgeois qui auront une politique extérieure plus proche de Moscou et plus éloignée de Washington, une politique qui se défend de lutter pour le socialisme, et qui effectivement a saboté toute lutte du prolétariat où pouvait se poser la question du pouvoir. Une politique qui mise sur des « voies nouvelles », pacifiques, parlementaires, pour aller au socialisme, et qui enseigne aux ouvriers la « dignité » dans les manifestations, c'est-à-dire en l'occurrence de recevoir des coups et de ne pas y répondre!

La direction du P.C.F. reçoit depuis douze ans les votes de la majorité de la classe ouvrière, de ses couches les plus décisives. Mais ses rapports avec cette classe ont une fois de plus trouvé leur expression dans l'attitude de cette direction depuis l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Elle s'était prononcée pour la République, et seulement pour la République. Quiconque parlait d'un programme, d'une Assemblée constituante, faisait œuvre de division de la gauche! Car elle avait décidé de donner confiance aux démocrates bourgeois. Il ne fallait pourtant pas disposer de nombreuses antennes pour s'être aperçu que les masses travailleuses étaient peu désireuses de se battre pour la IV^e République et qu'elles voulaient savoir ce qu'on leur proposait à la place. Les petits bourgeois de la Ligue des Droits de l'Homme, les universitaires, sans parler des grands bourgeois mendiésistes se montraient plus audacieux que la direction Thorez; finalement celle-ci, du bout des lèvres, accepta l'idée d'une Constituante, d'un programme. Tout ce que vous voudrez, finit par dire Thorez, mais acceptez-nous. Ces « dirigeants ouvriers », forts de millions de voix de travailleurs, sont d'une obséquiosité abjecte devant les hommes du grand capital, dont le plus clairvoyant, Mendès-France, ne cache pas (voir sa déclaration à la presse) qu'il vise surtout à sauver les meubles quand se posera la question de la liquidation du régime De Gaulle.

Toute la politique timorée, sans perspective, des grandes organisations ouvrières, se traduit par l'atmosphère généralement morne de la campagne du référendum. Une Constituante, mais comment? Et que vaudront les dispositions les plus démocratiques sur le papier, si on ne sait comment les assurer pratiquement?

Aux travailleurs qui veulent comprendre ce qui vient d'arriver et comment en sortir, nous répondons:

Nous en sommes là parce qu'on a loupé le coche à la Libération, en rendant les armes, en dissolvant les milices, en remettant sur pied l'Etat et l'économie capitaliste; nous en sommes là parce qu'on n'a rien fait contre la guerre d'Algérie.

Il faut voter Non parce qu'il faut manifester chaque fois que possible contre le régime de Gaulle. Mais, pour le renverser, c'est toute autre chose qu'il faudra. Il faut constituer des Comités de masse qui résisteront à chaque attaque, à chaque abus du régime; des Comités où se réalisera le front unique des ouvriers et des grandes masses laborieuses; des Comités qui organiseront des groupes capables d'assurer la résistance aux agressions des fascistes et de la police; des Comités qui, dans ce combat, acquerront la force de combattre pour un pouvoir révolutionnaire, de convoquer une Assemblée constituante révolutionnaire, laquelle ne recommencera pas les fautes de 1945-46 et, au lieu de vouloir fabriquer une démocratie bourgeoise qui s'effondrera comme ce fut le cas en 1939-40 et en 1958, jettera les bases d'une France socialiste, en expropriant le capital par la nationalisation des grandes entreprises, en instaurant le contrôle ouvrier, en entamant la planification de l'économie, en désarmant les forces de coercition de la bourgeoisie et en armant les travailleurs, en brisant toutes les chaînes qui asservissent les peuples encore colonisés.

Non à De Gaulle, à la dictature, à la guerre d'Algérie! Cela ne deviendra réel qu'en luttant pour une Constituante révolutionnaire, pour une France socialiste!

A l'aide des travailleurs algériens!

(Suite de la première page)

de terrorisme en réponse à la terreur qui s'exerce contre eux.

Les attaques des Algériens contre les dépôts d'essence ont non seulement renforcé la rage et la crainte du gouvernement et de la police, ainsi que de la réaction; elles ont également suscité la désapprobation des directions des grandes organisations ouvrières et des démocrates comme ceux de la Ligue des Droits de l'Homme. Les uns et les autres expriment des regrets et adressent des conseils et des leçons aux combattants de la Révolution algérienne. Ceux-ci n'ont que faire de ces regrets, leçons et conseils de gens qui se bornent à quelques phrases sur la nécessité de la paix en Algérie, qui ne font pratiquement rien pour mobiliser les travailleurs de France en faveur de la Révolution algérienne, mais qui par contre sont prêts à céder en chaque occasion à l'opinion publique fabriquée par la bourgeoisie, comme on l'a vu à l'occasion des événements obscurs de Melouza ou des explosions de dépôts d'essence.

Si la répression directe de l'impérialisme français contre le peuple algérien constitue la cause principale des ripostes des Algériens, une autre cause en est la carence, l'absence totale de solidarité des travailleurs français envers la Révolution algérienne, et ce en raison de la politique suivie par les grandes organisations ouvrières. Les Algériens ont vu socialistes et communistes voter les « pouvoirs spéciaux », ils se sont vus abandonner en fait par les organisations ouvrières.

Ainsi, à présent, aucune campagne n'a été commencée pour exiger l'abolition du camp du Vélodrome d'Hiver et la libération des travailleurs algériens qui y sont enfermés; rien n'est fait pour défendre les travailleurs algériens dans les rues contre les agressions policières, auxquelles sont venues s'ajouter récemment quelques agressions de groupes fascistes.

Il faut s'inspirer de l'exemple des masses de Dakar, solidaires de la Révolution algérienne face à De Gaulle, représentant de l'impérialisme français.

Les travailleurs de France doivent imposer à leurs organisations un changement radical d'orientation envers le peuple algérien, et exiger en premier lieu une campagne de solidarité, de soutien effectif envers les travailleurs algériens en France qui, eux, se sont toujours montrés solidaires des luttes des travailleurs français.

La solidarité envers les travailleurs algériens est une des formes de la défense des libertés démocratiques et syndicales des travailleurs français eux-mêmes. Le gouvernement prétend faire des Algériens des « Français à part entière »; en réalité, il tend à faire que la part des travailleurs français devienne aussi minime que celle des Algériens.

L'abandon de la Révolution algérienne nous a valu un régime né du coup réactionnaire du 13 mai à Alger. La défense des travailleurs algériens sera la première étape de la lutte contre ce nouveau régime, dans la perspective de faire triompher par une lutte unie des travailleurs de France et des masses algériennes la Révolution algérienne et en France un régime au service des travailleurs et du socialisme.

Le 7 septembre 1958.